

## MUNICIPAL PUBLIC SERVICES UNDER ATTACK

### KEY ISSUES

In the 1990s, the Conservative government downloaded responsibility for services to municipalities without the money needed to pay for them. Cities now pay at least \$3 billion per year to cover downloaded services, yet the Liberal government refuses to pay bills for such services despite having a budget surplus.

The Liberals continue to short change cities for spending on transit, roads, emergency services, housing, daycare, social assistance, literacy, public health and water protection, putting pressure to cut programs and squeeze spending on libraries, water, recycling, snow removal, recreation, parks, disease prevention and food safety.

These conditions are fuelling moves to privatize many services:

- Funding shortfalls are pressuring municipalities to sell off public services and contract out jobs. Liberals and Conservatives encourage cities and towns to contract private corporations to build and operate new arenas, libraries, ambulance headquarters, water and sewage treatment systems. Privatized services destroy good jobs, are more expensive, deliver poorer service, and are not accountable to the public who pays for them.
- The Liberals have considered shifting control of our water systems from municipal governments to unelected boards dominated by private water companies. They refuse to pass laws strong enough to prevent private companies from taking massive amounts of lake and river water for their own profit. As well, the Liberals have downloaded responsibility for keeping our drinking water sources clean to municipalities, conservation authorities and citizen's groups without enough money to do the job.

### THE PARTIES REPORT CARD

#### Conservatives

- Downloaded major services from the province to municipalities without enough funding
- Set up the infrastructure funding programs that still promote privatization and P3s

#### Liberals

- Have not reversed or paid for the bulk of downloaded services from the Harris/Eves years, restoring only some funding for ambulance, transit and public health services
- Will not declare that water is a public trust, and will not protect it from private profiteers

#### NDP

- Have a detailed, workable and realistic plan that will see a complete upload of the costs of all downloaded locally delivered services
- Would ensure that fees from private companies taking water from Ontario's rivers and lakes are high enough to pay for real conservation and protection programs

### CUPE ONTARIO'S POSITION ...

**Our choice: Only the NDP will ensure the provincial government pays for its own programs instead of downloading the costs to municipal property taxes.**

## Les services publics municipaux attaqués

### Principaux enjeux

Au cours des années 90, le gouvernement conservateur a délesté des services aux municipalités sans transférer le financement nécessaire pour les assurer. Les villes déboursent maintenant au moins 3 milliards de dollars par année pour ces services délestés et aujourd'hui, les libéraux refusent de les payer malgré les surplus budgétaires.

Les libéraux refusent toujours aux villes un financement adéquat pour les transports en commun, les routes, les services d'urgence, le logement, les garderies, l'aide sociale, l'alphabétisation, la santé publique et l'eau, ce qui fait en sorte que les villes sont dans l'obligation de couper dans les services et de resserrer les budgets des bibliothèques, des systèmes d'eau, du recyclage, de l'enlèvement de la neige, des parcs, de la prévention des maladies et de la sécurité alimentaire.

Ces conditions mènent à la privatisation de nombreux services :

- Le manque de financement pousse les municipalités à vendre leurs services publics et à sous-traiter le travail. Les libéraux et les conservateurs encouragent les villes à avoir recours au secteur privé pour la construction et l'exploitation de centres sportifs, de bibliothèques, de centres de services ambulanciers et d'usines de traitement des eaux usées. La privatisation des services menace de bons emplois, coûte plus cher, offre de moins bons services et ne favorise pas la reddition de comptes au public qui paie pour ces services.
- Les libéraux ont envisagé de transférer le contrôle de nos systèmes d'eau à des conseils de non élus dominés par des entreprises privées. Ils refusent d'adopter des lois qui empêcheront les entreprises privées de faire d'importants profits en prélevant d'énormes quantités d'eau dans nos lacs et rivières. De plus, les libéraux ont transféré la responsabilité de la préservation de la qualité de notre eau aux municipalités, aux directions de la conservation et aux groupes de citoyens, mais sans verser l'argent nécessaire pour faire le travail.

### La fiche d'évaluation des partis

#### Conservateurs

- Ont délesté les services provinciaux vers les municipalités sans faire suivre le financement.
- Ont créé des programmes de financement de l'infrastructure qui favorisent la privatisation et les PPP.

#### Libéraux

- N'ont pas renversé la tendance ni payé pour les services délestés au cours des années Harris/Eves. Ils n'ont amélioré le financement que des services ambulanciers, des transports en commun et des services de santé publique.
- Ne déclarerons pas l'eau bien commun et ne la protégerons pas des projets à but lucratif.

#### NPD

- Ont un plan détaillé et réaliste pour le rétablissement du financement des services qui ont été délestés.
- S'assureront que les frais imposés aux entreprises qui prélèvent de l'eau de nos lacs et rivières seront suffisamment élevés pour payer les coûts de véritables programmes de conservation et de protection.

### La position du SCFP-Ontario ...

**Notre choix : Seul le NPD fera en sorte que le gouvernement provincial paie pour ses propres programmes plutôt que de les faire payer par les taxes foncières des municipalités.**